



DEVELOPPEMENT DU MARAICHAGE PERIURBAIN COMME SOURCES DE REVENUS DES PRODUCTEURS DE LA VALEE DE LA FUNA, KINSHASA/RDC : CONTRIBUTION SOCIO-ECONOMIQUE ET CONTRAINTES STRUCTURELLES

Par MANDAYA LIMBEYE Felly, KATHAM BOYEYE Chimène (Chercheurs au Centre de Recherche en Sciences Humaines, CRESH en sigle, B.P. 3474 Kinshasa/Gombe, **LIANDJA MBOYO Milca** (Chercheuse indépendante), **KABULA KINGENYA** (Agent au Ministère du Portefeuille, Kinshasa/Gombe), **NGOYI NDALA Bill** (Chercheur au Centre interdisciplinaire pour le Développement et l'Education Permanente, CIDEP en sigle)

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.23117758>

Résumé

Le maraîchage constitue une activité stratégique pour répondre aux défis du chômage, de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les zones périurbaines de Kinshasa. Cette étude évalue sa contribution au développement socio-économique des maraîchers de la vallée de la Funa, dans la commune de Mont-Ngafula. Une approche quantitative a été adoptée à travers une enquête menée entre août et septembre 2025 auprès de 50 maraîchers sélectionnés aléatoirement. Les données ont été recueillies au moyen d'un questionnaire structuré puis analysées à l'aide de statistiques descriptives.

Les résultats montrent que le chômage constitue la principale motivation d'entrée dans le maraîchage (60 %). Cette activité contribue à la satisfaction des besoins essentiels des ménages, notamment l'alimentation, la scolarisation et les soins de santé, tout en renforçant la sécurité alimentaire locale. Toutefois, son développement reste limité par plusieurs contraintes, notamment l'insuffisance de financement, le coût élevé des intrants, le faible accès aux formations techniques, l'absence de soutien public, les difficultés de commercialisation, l'insécurité foncière et les aléas climatiques.

Cette étude met en évidence le potentiel du maraîchage comme levier de création d'emplois et de réduction de la pauvreté en milieu urbain. Elle recommande le renforcement des politiques publiques en faveur de l'accès au financement, de la formation technique, de l'organisation des producteurs, de la sécurisation foncière et de la promotion de pratiques agricoles durables afin d'améliorer durablement la résilience économique, sociale et environnementale des exploitations maraîchères.

MOTS CLES : Maraichage pluriurbain ; sources de revenus ; pauvreté et vallée de la Funa

Abstract

Vegetable farming plays a strategic role in addressing unemployment, poverty, and food insecurity in the peri-urban areas of Kinshasa, Democratic Republic of the Congo. This study assessed its socio-economic contribution to improving the livelihoods of market gardeners in the Funa Valley, Mont-Ngafula Municipality. A quantitative approach was employed through a field survey conducted between August and September 2025 among 50 randomly selected vegetable farmers. Data were collected using a structured questionnaire and analyzed using descriptive statistics.

The findings revealed that unemployment was the primary reason for engaging in vegetable farming (60%). This activity significantly contributes to meeting households' basic needs, including food, children's education, and healthcare, while strengthening local food security. However, its development is constrained by several challenges, including limited access to financial resources, high input costs, inadequate technical training, insufficient public support, marketing constraints, land tenure insecurity, and climate-related risks.

The study highlights the potential of vegetable farming as an effective pathway for employment creation and poverty reduction in urban and peri-urban settings. It recommends strengthening public policies aimed at improving access to agricultural finance, technical capacity building, producer organizations, land tenure security, and sustainable farming practices. Such interventions are essential to enhance the long-term economic, social, and environmental resilience of vegetable production systems and to promote sustainable urban agricultural development in Kinshasa.

KEYWORDS : Peri-urban market gardening, sources of income ; livelihoods ; poverty ; Funa valley

1. Introduction

La ville de Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo, est une mégapole avec une population estimée à près de 17 millions en 2021 avec une superficie de 9.965 Km² (CGES, 2018 ; KAYEMBE et Alii; 2018 ; NATIONS UNIES, 2018). Elle connaît une expansion démographique qui provoque à son tour des problèmes divers aux défis énormes auxquels la population est confrontée en termes de création d'emplois pour les jeunes en particulier dans les zones périurbaines et l'amélioration des conditions de vie des habitants.

Selon le rapport de notation de la dette souveraine de l'Agence de notation Bloomfield Investissement Corporation, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est passé de 15,85% en 2017 à 19% en 2020, tandis que chez les adultes, il est estimé à 9,37% en 2017. De plus, la situation s'est aggravée avec la pandémie de Covid-19 ayant entraîné des pertes d'emplois dans le monde entier.

Face à cette situation, la population a tenté de trouver des moyens de survie, en se tournant vers des activités palliatives et génératrices de revenus, notamment l'activité maraîchère. A Kinshasa, 62,7% des ménages travaillent dans le secteur informel (INS, 2014). L'activité maraîchère offre du travail et de la nourriture à la population. Elle contribuerait à réduire la pauvreté et à résoudre le problème de l'insécurité alimentaire dans plusieurs ménages de Kinshasa. Le maraîchage devient, tout compte fait, une activité quasi professionnelle au bénéfice de plusieurs foyers.

Cependant, force est de constater que la dite activité rencontre de nombreuses contraintes : l'accès limité à l'eau et à l'électricité portant entrave à la production de légumes et à leur conservation ; l'insuffisance en formation pour les acteurs du secteur dans la qualité de production ; le coût élevé des inputs de production tels que les semences, les engrais, les pesticides, les outils de travail, le manque d'accompagnement ainsi que la mauvaise organisation des acteurs du domaine et le manque de soutien des autorités,...

De ces différents problèmes identifiés, la question principale consiste à savoir : le développement des activités maraîchères contribue-t-il à réduire le chômage dans les zones périphériques de la ville de Kinshasa ? En vue de réduire le chômage à Kinshasa, quelles mesures peuvent prendre les autorités pour développer l'activité maraîchère ?

Quels sont les problèmes réels rencontrés par les maraîchers de la vallée de la Funa en particulier ?

Ces questions font l'objet de notre réflexion dont les objectifs consistent à épinglez l'impact économique et social dus au développement du maraîchage ; à identifier de manière claire les difficultés liées aux activités maraîchères pratiquées à Kinshasa, particulièrement dans la

vallée de la Funa et à proposer des remèdes au développement de cette activité susceptibles d'offrir des opportunités d'emplois pour l'ensemble des communautés concernées.

2. Matériels et méthodes

2.1. Milieu d'étude

Le milieu qui fait l'objet de la présente étude est la vallée de la Funa. Cette vallée se situe dans la commune de Mont Ngafula. Elle compte actuellement plus de 4000 maraîchers. Elle s'étend sur sept kilomètres et comprend plus de neuf quartiers. Elle est délimitée à l'Ouest par la route de By-Pass, à l'Est par la route de l'Université en direction de Kimwenza, au Nord par le croisement de ces routes appelé communément "triangle", au Sud par la piste reliant ces deux routes.

A l'intérieur de l'aire d'aménagement de la vallée de la Funa, nous trouvons un secteur à vocation de maraîchage et pisciculture, un secteur de protection agricole (défense et restauration du sol), un secteur d'habitat, des secteurs à vocation spécifiques (Monastère, Laboratoire, hydrologique, ferme). La commune de Mont Ngafula dans laquelle se situe notre milieu d'étude jouit d'un climat tropical humide similaire à celui de Kinshasa de type Aw4 d'après la classification de Koppen. En ce qui concerne la nature du sol, on distingue deux types: les sols de colline et les sols de vallée. Les sols de colline sont recouverts d'une végétation arbustive dense avec une prédominance de sable fin jaunâtre. Les sols de vallée, quant à eux, sont plus fertiles et principalement constitués de limon. C'est pourquoi les activités agricoles sont concentrées dans les vallées telles que la Funa, la Lukaya et la Lukunga.

Figure 1. Présentation et localisation de la vallée de la Funa

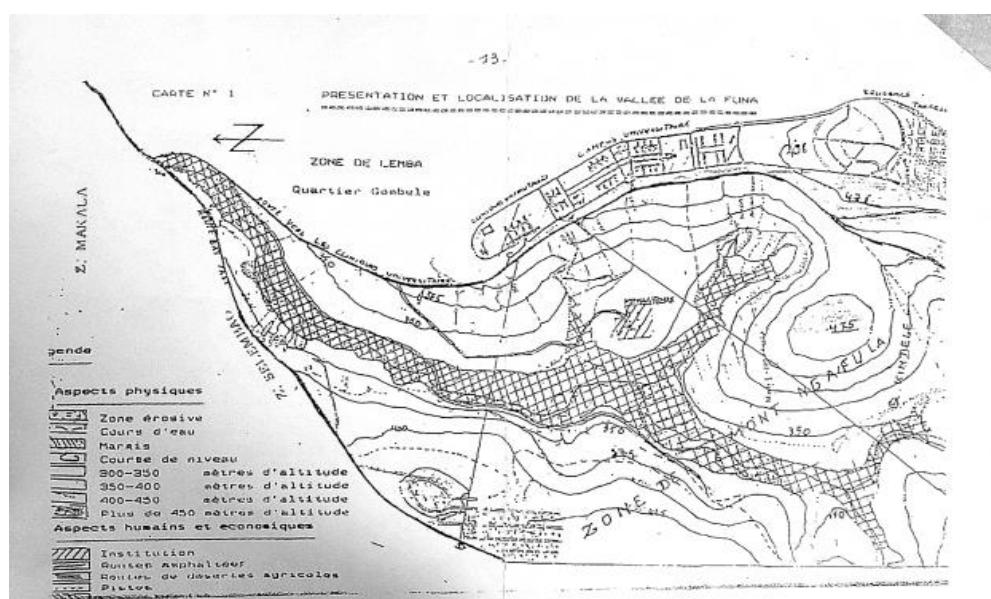
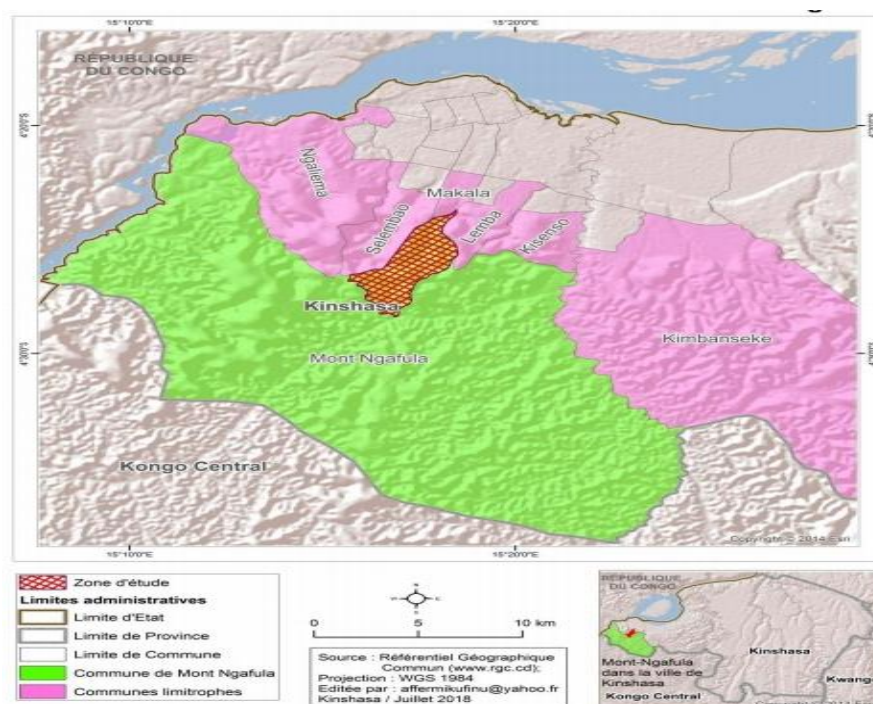


Figure 2. Localisation de la zone d'étude dans la commune de Mont-Ngafula



Source: International Journal of Innovation and Scientific Research. Vol. 39 No. 2 Novembre 2018, pp. 194-204

Photo 1. Site maraîcher de la vallée de la Funa



Source : Auteur, (2025)

2.2. Méthode

2.2.1 Echantillon et collecte des données

Pour réaliser la présente étude, nous avons choisi la méthode quantitative qui préconise une vérification ou non sur terrain (Ballo, Diabaté et Guindo, 2022). La collecte des données a été réalisée en recourant aux techniques documentaire et de l'administration d'un questionnaire d'enquête soumis à la population du milieu d'étude.

Une enquête a été réalisée avec un échantillon de 50 maraîchers, sélectionnés de façon aléatoire qui a répondu favorablement sur un des blocs du site. Elle a été effectuée en 2025 entre les mois d'août et de septembre. Pour la collecte des données, nous avons recouru à la technique d'interview à l'aide d'un questionnaire qui abordait les points suivants : (I) identification des enquêtés, (II) Exploitation et production, (III) Création d'emploi, (IV) Capital d'exploitation et soutien, (V) Commercialisation et Revenu, (VI) Difficultés rencontrées dans le maraîchage, (VII) Intervention des pouvoirs publiques et encouragement des investissements.

2.2.2 Dépouillement et analyse des données

Après la collecte de données issues des enquêtés, nous avons procédé au dépouillement. Par la suite, l'analyse des données a été réalisée à l'aide de Microsoft Excel 2010. Les données ont été converties en pourcentage en utilisant la formule suivante :

$$\% = (ni \times 100) / N$$

Où % : pourcentage

ni : fréquence ou effectif

N : Nombre total des sujets

Cette méthode de calcul des pourcentages nous a permis d'interpréter et d'expliquer les réponses obtenues pour chaque question. Nous avons également effectué les calculs de la moyenne dont la formule est :

$$M = \sum ni / N$$

Ainsi que les calculs de la variance à partir duquel nous parvenons à déterminer l'écart-type :

$$V = \sum (ni - M)^2 / N - 1 \quad \text{où } V : \text{variance}$$

L'écart-type d'un échantillon est donné par :

$$S_x = \sqrt{V(x)} \quad \text{où } S_x : \text{écart-type et } V(x) : \text{la variance}$$

L'écart-type permet de mesurer la dispersion des valeurs d'un échantillon autour de la moyenne.

3. RESULTATS

3.1. Caractéristiques socio-démographiques et situation des producteurs

L'enquête réalisée auprès de 50 maraîchers de la vallée de la Funa montre une participation légèrement plus élevée des hommes, soit 56 %, que des femmes qui représentent 44 %. La proportion de femmes demeure néanmoins importante, ce qui témoigne de leur participation

significative aux activités maraîchères dans la zone d'étude. Par ailleurs, 44 personnes, soit 88 % des personnes enquêtées sont chefs de ménage, contre 12 % qui ne le sont pas.

Tableau 1. Caractéristiques sociodémographiques des maraîchers enquêtés dans la vallée de la Funa, Kinshasa

Caractéristique	Modalité	Effectif (n)	Proportion (%)
Sexe	Homme	28	56
	Femme	22	44
Total		50	100
Chef de ménage	Oui	44	88
	Non	6	12
Total		50	100

Source : Nos enquêtes de terrain, août–septembre 2025.

La prédominance des chefs de ménage parmi les enquêtés confère une importance particulière à l'analyse du maraîchage comme activité économique destinée à soutenir les besoins du ménage. Toutefois, la structure de l'échantillon ne permet pas de généraliser ces proportions à l'ensemble des maraîchers de la vallée de la Funa.

4.2. Accès à la terre et motivations d'entrée dans le maraîchage

Le statut foncier des producteurs est relativement diversifié. Parmi les 50 enquêtés, 56 % déclarent être propriétaires des espaces exploités, contre 38 % qui sont locataires et 6 % travaillent comme ouvriers.

Cette diversité des statuts traduit l'existence de plusieurs modalités d'accès aux espaces agricoles.

La principale motivation déclarée pour pratiquer le maraîchage est le chômage, déclaré par 60 % des enquêtés. L'amélioration des conditions de vie constitue la deuxième motivation, soit 28 %, tandis que l'insécurité alimentaire et d'autres motivations représentent chacune 6 %.

Tableau 2. Statut foncier et principales motivations des maraîchers

Variable	Modalité	Effectif (n)	Proportion (%)
Statut foncier	Propriétaire	28	56
	Locataire	19	38
	Ouvrier	3	6
Total		50	100
Motivation principale	Chômage	30	60
	Amélioration des conditions de vie	14	28
	Insécurité alimentaire	3	6
	Autres/intérêt	3	6
Total		50	100

Source : Nos enquêtes de terrain, août–septembre 2025.

Ces résultats indiquent que le maraîchage constitue principalement une stratégie d'insertion économique et d'auto-emploi. Le chômage figure parmi les motivations particulièrement

intéressantes pour la plupart de producteurs qui travaillent eux-mêmes dans leurs exploitations.

La question foncière demeure cependant pertinente dans le contexte de la vallée de la Funa. Bisimwa Byamungu, Kufinu Dia Matondo et Kimanda Asha (2018) ont montré que cette vallée est soumise à une forte pression anthropique et à différents conflits liés à l'occupation et à l'utilisation des terres agricoles.

3.3. Cultures produites, critères de choix et contribution aux besoins des ménages

Les principales cultures déclarées sont la patate douce à feuilles (42 %), l'amarante (34 %) et l'oseille (24 %). Le choix des cultures repose principalement sur la durée du cycle végétatif (44 %), suivie de la rentabilité (28 %) et de la demande des acheteurs (28 %).

Tableau 3. Principales cultures, critères de choix et contribution du maraîchage aux besoins des ménages

Variable	Modalité	Effectif (n)	Proportion (%)
Cultures principales	Patate douce à feuilles	21	42
	Feuille d'amarantes verts	17	34
	Oseille	12	24
Critère de choix	Cycle végétatif	22	44
	Rentabilité	14	28
	Demande des acheteurs	14	28
	Facilité de culture	0	0
Contribution aux besoins du ménage	Oui	26	52
	Non	24	48
Total		50	100

Source : Nos enquêtes de terrain, août–septembre 2025.

La préférence accordée aux cultures à cycle végétatif relativement court peut être interprétée comme une stratégie permettant aux producteurs de renouveler rapidement leur production. L'importance accordée à la rentabilité et à la demande des acheteurs montre également que les décisions de production ne sont pas uniquement agronomiques, mais prennent en compte des considérations économiques et commerciales.

La contribution du maraîchage aux besoins des ménages apparaît cependant inégale : 52 % des producteurs déclarent que l'activité contribue aux besoins de leur ménage, contre 48 % qui ne le déclarent pas. Ce résultat constitue un élément essentiel pour interpréter le rôle économique du maraîchage : celui-ci représente une source de soutien pour une partie importante des ménages, mais son apport demeure insuffisant ou irrégulier pour près de la moitié des producteurs interrogés.

Cette observation rejoint les conclusions de la littérature internationale, qui montre que l'agriculture urbaine peut contribuer aux disponibilités alimentaires et aux revenus des

ménages, mais que son effet sur la sécurité alimentaire et le bien-être reste variable selon les contextes.

3.4. Ressources productives, accès à l'eau, superficie et production

Tous les 50 producteurs interrogés déclarent avoir facilement accès à l'eau, au sol et à l'air. En revanche, l'accès aux matières organiques telles que le fumier, les excréments ou le compost est plus contrasté : 48 % déclarent y accéder facilement, contre 52 % qui rencontrent des difficultés liées notamment au coût.

Tous les producteurs déclarent utiliser les eaux de rivière ou de marécage comme source d'eau pour leurs activités, aucun n'ayant déclaré utiliser un puits, l'eau du robinet ou un système d'irrigation.

La superficie exploitée varie de 10 à 40 m², avec une moyenne de 21 ± 8,7 m².

Tableau 4. Principales ressources productives, source d'eau, superficie et production déclarée

Indicateur	Modalité/mesure	Résultat
Accès à l'eau, au sol et à l'air	Facile	100 %
Accès au fumier/excréments/compost	Facile	48 %
	Difficile	52 %
Source d'eau	Rivière/marécage	100 %
	Puits	0 %
	Eau du robinet	0 %
	Irrigation aménagée	0 %
Superficie exploitée	Minimum	10 m ²
	Moyenne ± écart-type	21 ± 8,7 m ²
	Maximum	40 m ²
Production déclarée pour 20 m ²	Patate douce à feuilles	50 kg
	Amarante	40 kg
	Oseille	30 kg

Source : Nos enquêtes de terrain, août-septembre 2025.

La taille relativement réduite des unités enquêtées témoigne de la pratique d'un maraîchage sur de petites superficies. Il convient toutefois de ne pas qualifier ces superficies de « faibles » sans référence comparative explicite.

Le recours déclaré aux eaux de rivière ou de marécage constitue également un résultat important. Il justifie, dans de futures recherches, une caractérisation physico-chimique et microbiologique des eaux utilisées. La présente étude n'ayant pas réalisé d'analyses de qualité de l'eau, aucune conclusion ne doit être tirée ici quant à leur niveau de contamination.

Concernant les productions, les valeurs doivent être présentées comme des productions déclarées pour une superficie de 20 m², et non comme des rendements agronomiques au sens

strict, car la durée du cycle et le nombre de récoltes ne sont pas suffisamment précisés dans les données disponibles.

3.5. Organisation de la main-d'œuvre et accès à la formation

La main-d'œuvre utilisée repose principalement sur le producteur lui-même et sur les membres de la famille. La moitié des enquêtés (50 %) déclarent travailler principalement eux-mêmes, 42 % mobilisent la main-d'œuvre familiale et seulement 8 % emploient des travailleurs.

L'accès à la formation reste limité : 72 % des producteurs déclarent n'avoir reçu aucune formation, contre 28 % qui déclarent en avoir bénéficié.

Tableau 5. Organisation du travail et accès à la formation

Variable	Modalité	Effectif (n)	Proportion (%)
Main-d'œuvre principale	Producteur lui-même	25	50
	Main-d'œuvre familiale	21	42
	Travailleurs	4	8
Total		50	100
Formation reçue	Oui	14	28
	Non	36	72
Total		50	100

Source : Nos enquêtes de terrain, août–septembre 2025.

La structure de la main-d'œuvre montre que le maraîchage étudié repose principalement sur l'auto-emploi et le travail familial. Il est donc plus prudent de parler de création d'activités et d'auto-emploi que de création d'emplois salariés.

La proportion élevée de producteurs sans formation constitue par ailleurs un facteur à considérer dans l'analyse des possibilités d'amélioration de la productivité, de la gestion des exploitations et de la commercialisation. Les travaux de Minengu, Mwengi et Maleke sur l'agriculture périurbaine de Kinshasa soulignent également l'importance des contraintes liées au suivi technique et à l'encadrement.

3.6. Financement, accès au crédit et appui institutionnel

Le financement des exploitations repose essentiellement sur les ressources propres des producteurs. Ainsi, 84 % déclarent utiliser leur propre capital et 16 % ont recours à l'emprunt. Aucun producteur ne déclare bénéficier d'une subvention.

De même, aucun des 50 producteurs interrogés ne déclare avoir accès au crédit. Par ailleurs, 76 % déclarent ne bénéficier d'aucun appui public, contre 24 % qui déclarent bénéficier d'un appui.

Tableau 6. Modalités de financement, accès au crédit et appui institutionnel

Variable	Modalité	Effectif (n)	Proportion (%)
Source principale de financement	Fonds propres	42	84
	Emprunt	8	16
	Subvention	0	0
Accès au crédit	Oui	0	0
	Non	50	100
Appui public	Oui	12	24
	Non	38	76

Source : Nos enquêtes de terrain, août–septembre 2023.

Ces résultats mettent en évidence une faible diversification des mécanismes de financement. Cette situation est particulièrement importante puisque le financement constitue également la principale difficulté déclarée par les producteurs.

Il convient cependant de préciser que l'enquête ne permet pas de déterminer pourquoi les producteurs n'ont pas accès au crédit : absence de demande, conditions d'éligibilité, coût du crédit, absence d'institutions adaptées ou autres facteurs. Une enquête complémentaire serait nécessaire pour identifier les mécanismes responsables de cette situation.

3.7. Commercialisation, perception des revenus et utilisation des revenus

La commercialisation se fait principalement directement sur le site de production (54 %), suivie de la vente sur les marchés (34 %). Douze pour cent des producteurs déclarent utiliser d'autres circuits, notamment la vente aux commerçants.

Concernant la perception des revenus, 52 % des producteurs les considèrent comme très faibles et 48 % comme raisonnables. Aucun producteur ne les qualifie de très élevés.

Tableau 7. Circuits de commercialisation, perception et utilisation des revenus

Variable	Modalité	Proportion (%)
Lieu/circuit de vente	Sur le site	54
	Marché	34
	Maison	0
	Autres/commerçants	12
Perception du revenu	Très faible	52
	Raisnable	48
	Très élevé	0

Utilisation déclarée des revenus

Poste de dépense	Proportion (%)
Alimentation	30
Logement	16
Santé	14
Scolarité	22
Dépenses liées à l'activité agricole	16
Autres	2
Total	100

Source : Nos enquêtes de terrain, août–septembre 2025.

La perception des revenus confirme le caractère limité de la capacité économique du maraîchage dans les conditions actuelles de production. Plus de la moitié des producteurs considèrent leurs revenus comme très faibles.

Les revenus sont néanmoins mobilisés pour plusieurs besoins essentiels du ménage, notamment l'alimentation, la scolarité, le logement et la santé. Le maraîchage contribue donc à plusieurs dimensions du bien-être familial, même si cette contribution ne suffit pas nécessairement à assurer une amélioration durable du niveau de vie.

Cette conclusion est proche de celle de Simiyu et Foeken (2014) à Eldoret, au Kenya : l'agriculture urbaine peut apporter des bénéfices alimentaires et économiques appréciés par les ménages, mais son niveau de contribution globale peut rester modeste.

3.8. Principales contraintes rencontrées

Le financement constitue la principale difficulté déclarée par les producteurs (40 %), suivi de la commercialisation (16 %), des autres contraintes (16 %), des semences et intrants (14 %) et des outils (14 %).

Tableau 8. Principales contraintes déclarées par les maraîchers

Contrainte	Effectif (n)	Proportion (%)
Financement	20	40
Commercialisation	8	16
Autres contraintes	8	16
Semences/intrants	7	14
Outils	7	14
Total	50	100

Source : Nos enquêtes de terrain, août–septembre 2025.

La prédominance du financement comme contrainte est cohérente avec les résultats précédents relatifs à l'autofinancement et à l'absence d'accès au crédit. Les contraintes

financières, techniques et commerciales apparaissent ainsi comme des facteurs interdépendants qui limitent la valorisation économique de la production.

4. DISCUSSION

4.1. Le maraîchage comme stratégie d'auto-emploi et de moyens d'existence

Les résultats montrent que le maraîchage constitue avant tout une activité d'auto-emploi et une stratégie de subsistance économique. Le chômage est la principale motivation déclarée par les producteurs (60 %), tandis que 88 % sont chefs de ménage et que la main-d'œuvre repose principalement sur le producteur lui-même ou sur sa famille.

Cette situation est cohérente avec les travaux réalisés dans différents contextes africains. L'agriculture urbaine est fréquemment décrite comme une stratégie de diversification des moyens d'existence des ménages urbains et périurbains. Gallaher et al. (2015), par exemple, montrent que des formes d'agriculture urbaine développées dans les quartiers défavorisés de Nairobi peuvent contribuer aux stratégies de subsistance des ménages.

Dans le cas de Kinshasa, Minengu, Mwengi et Maleke (2018) considèrent l'agriculture familiale périurbaine comme un élément important du paysage économique et alimentaire de la ville. Ils soulignent toutefois les contraintes liées à l'encadrement technique, à l'accès au foncier et à la dégradation des ressources.

Les résultats de la vallée de la Funa s'inscrivent donc dans cette dynamique, mais ils apportent une précision supplémentaire : dans la population étudiée, le maraîchage semble davantage fonctionner comme un mécanisme d'auto-emploi et de soutien aux ménages que comme une activité génératrice de revenus élevés.

4.2. Une contribution réelle mais inégale aux moyens d'existence

Le fait que 52 % des producteurs déclarent que le maraîchage contribue aux besoins du ménage indique une contribution socio-économique réelle. Toutefois, le fait que 48 % ne déclarent pas cette contribution et que 52 % considèrent leurs revenus comme très faibles montre que cette contribution reste limitée et hétérogène.

Cette nuance est importante pour l'interprétation du titre initial de l'article. Les données disponibles ne permettent pas de démontrer directement une réduction de la pauvreté, car l'étude ne mesure ni le niveau de pauvreté avant l'entrée dans le maraîchage, ni son évolution dans le temps, ni un groupe de comparaison constitué de ménages non maraîchers.

Cette prudence est également soutenue par la littérature internationale. Une revue systématique consacrée aux effets de l'agriculture urbaine dans les pays à faible revenu conclut qu'elle peut améliorer la disponibilité alimentaire, la diversité alimentaire et fournir des revenus, mais que ces revenus ne sont pas nécessairement suffisants pour assurer la sécurité alimentaire.

Il serait donc scientifiquement plus défendable de considérer le maraîchage comme une composante des moyens d'existence et un mécanisme potentiel de réduction de certaines vulnérabilités économiques, plutôt que comme une preuve directe de réduction de la pauvreté.

4.3. Pression foncière et petites unités de production

La superficie moyenne de $21 \pm 8,7 \text{ m}^2$ et la diversité des statuts fonciers doivent être analysées dans le contexte particulier de la vallée de la Funa.

L'étude de Bisimwa Byamungu et al. (2018), spécifiquement consacrée à la vallée de la Funa, montre une forte évolution de la pression anthropique sur les versants et le fond de la vallée ainsi que l'existence de conflits liés à l'occupation des espaces agricoles.

Les petites superficies observées dans notre enquête peuvent donc être replacées dans un contexte urbain où l'espace agricole est soumis à des usages concurrents. Il faut néanmoins éviter d'affirmer que la pression foncière est la cause directe des superficies observées, car cette relation n'a pas été testée statistiquement dans notre enquête.

Cette question constitue néanmoins un axe important pour les politiques de développement du maraîchage : la sécurisation des espaces de production pourrait favoriser les investissements et la continuité des activités.

4.4. Production, choix cultureux et orientation commerciale

La prédominance de la patate douce à feuilles, de l'amarante et de l'oseille ainsi que l'importance accordée au cycle végétatif, à la rentabilité et à la demande des acheteurs indiquent que les producteurs effectuent leurs choix en tenant compte à la fois de facteurs agronomiques et économiques.

Une synthèse bibliographique récente consacrée au maraîchage à Kinshasa confirme la prédominance des légumes-feuilles parmi les principales spéculations maraîchères de la ville et souligne l'existence de contraintes affectant les performances des cultures.

La production maraîchère de la vallée de la Funa peut donc être considérée comme orientée vers des produits à consommation et à commercialisation relativement rapides. Toutefois, l'absence d'informations suffisamment précises sur la durée des cycles et la fréquence des récoltes empêche de comparer directement les productions déclarées avec des rendements agronomiques standards.

4.5. Financement, formation et contraintes structurelles

La combinaison de plusieurs résultats constitue l'un des apports les plus significatifs de l'étude.

D'une part, 84 % des producteurs utilisent leurs propres ressources financières. D'autre part, aucun producteur ne déclare avoir accès au crédit et 72 % n'ont reçu aucune formation. Enfin, le financement est la première contrainte déclarée (40 %).

Pris ensemble, ces résultats montrent que les difficultés économiques ne constituent pas un phénomène isolé. Elles s'inscrivent dans un ensemble de contraintes touchant simultanément le financement, l'accès aux connaissances techniques, les intrants, les équipements et la commercialisation.

Cette lecture systémique rejoint les analyses de Minengu et al. sur l'agriculture périurbaine de Kinshasa, qui soulignent notamment les contraintes liées à l'encadrement technique et aux ressources foncières.

Elle est également cohérente avec les travaux de Padgham, Jabbour et Dietrich (2015), qui montrent que les systèmes d'agriculture urbaine et périurbaine en Afrique et en Asie sont soumis à plusieurs facteurs de pression et que leur durabilité dépend notamment d'une meilleure coordination des politiques urbaines.

5. CONTRIBUTION DE L'ÉTUDE AU DOMAINE

La contribution de cette étude doit être présentée avec précision afin de distinguer ce qui est effectivement démontré par les données de ce qui relève de perspectives.

5.1. Contribution scientifique

La première contribution réside dans la production de données empiriques portant spécifiquement sur les caractéristiques socio-économiques des maraîchers de la vallée de la Funa.

Alors que les travaux de Bisimwa Byamungu et al. (2018) ont principalement étudié les problématiques foncières et les conflits liés à l'occupation de cette vallée, la présente étude apporte des informations complémentaires sur les producteurs eux-mêmes : statut foncier, motivations, cultures, organisation de la main-d'œuvre, financement, formation, commercialisation, perception des revenus et utilisation de ceux-ci.

L'étude contribue ainsi à compléter la connaissance scientifique du système maraîcher de la vallée de la Funa par une approche centrée sur les moyens d'existence des producteurs.

5.2. Contribution socio-économique

La deuxième contribution consiste à montrer que le maraîchage constitue une activité d'auto-emploi et une source de soutien aux besoins des ménages.

Cependant, les résultats montrent également les limites de cette contribution : 52 % des producteurs déclarent que l'activité contribue aux besoins du ménage, mais 52 % qualifient leurs revenus de très faibles.

L'étude apporte donc une lecture nuancée du rôle économique du maraîchage : l'activité contribue aux moyens d'existence sans permettre, dans les conditions observées, d'affirmer qu'elle entraîne à elle seule une réduction structurelle de la pauvreté.

Cette nuance est cohérente avec les résultats de Simiyu et Foeken (2014), qui ont observé dans un contexte urbain africain que les bénéfices alimentaires et économiques de la production agricole pouvaient être appréciés par les ménages tout en demeurant globalement modestes.

5.3. Contribution agronomique

L'étude apporte également des informations sur les stratégies productives des maraîchers. La préférence pour certaines cultures, l'importance du cycle végétatif et la prise en compte de la

rentabilité et de la demande des acheteurs montrent que les producteurs adaptent leurs choix à leurs contraintes et aux conditions du marché.

Ces résultats complètent les synthèses existantes sur les principales spéculations maraîchères cultivées à Kinshasa.

5.4. Contribution au développement et aux politiques publiques

Les résultats permettent enfin d'identifier plusieurs domaines d'intervention susceptibles d'être approfondis :

- amélioration de l'accès au financement ;
- développement de mécanismes de crédit adaptés aux petits producteurs ;
- renforcement de la formation technique ;
- amélioration de l'accès aux semences, intrants et équipements ;
- amélioration des circuits de commercialisation ;
- organisation collective des producteurs ;
- sécurisation des espaces agricoles ;
- intégration du maraîchage dans les stratégies de planification urbaine.

Ces orientations doivent toutefois être considérées comme des implications de l'étude, et non comme des effets démontrés par celle-ci.

6. LIMITES ET PERSPECTIVES DE L'ÉTUDE

Premièrement, l'échantillon comprend 50 maraîchers et a été constitué dans un seul bloc. Les résultats doivent donc être interprétés comme une description de la population étudiée et ne peuvent être généralisés automatiquement à l'ensemble des maraîchers de la vallée de la Funa.

Deuxièmement, l'étude est transversale et repose largement sur des données déclaratives. Elle permet de caractériser des situations et des perceptions, mais ne permet pas d'établir des relations causales.

Troisièmement, l'étude ne comporte pas de groupe témoin de ménages non maraîchers et ne mesure pas directement la pauvreté au moyen d'indicateurs tels que le revenu par ménage, les dépenses, les actifs, la consommation ou un indice de pauvreté. Il convient donc d'éviter de présenter les résultats comme une démonstration directe de réduction de la pauvreté.

Enfin, bien que les producteurs déclarent utiliser principalement les eaux de rivière ou de marécage, aucune analyse physico-chimique ou microbiologique de ces eaux n'a été réalisée dans le cadre de cette étude. Cette question constitue une perspective de recherche et ne doit pas être présentée comme un résultat sanitaire ou environnemental établi.

Au regard des résultats de la présente étude, nous avons relevé aussi quelques limites. Nous encourageant en effet que quelques études ultérieures soient menées notamment :

1. augmenter la taille de l'échantillon et couvrir plusieurs blocs de la vallée ;

2. analyser statistiquement les relations entre statut foncier, superficie, formation, financement et revenu ;
3. mesurer objectivement les revenus et les dépenses des ménages ;
4. comparer les ménages maraîchers et non maraîchers ;
5. préciser les rendements selon les cultures, les superficies, les cycles et le nombre de récoltes ;
6. caractériser la qualité des eaux utilisées pour l'irrigation ;
7. analyser les chaînes de commercialisation et les marges des différents acteurs ;
8. étudier l'évolution des espaces maraîchers face à la pression urbaine.

7. CONCLUSION

Cette étude montre que le maraîchage constitue une activité importante de subsistance et d'auto-emploi pour les producteurs enquêtés dans la vallée de la Funa à Kinshasa. Le chômage apparaît comme la principale motivation d'entrée dans cette activité, tandis que le travail repose principalement sur le producteur lui-même et sur la main-d'œuvre familiale.

Le maraîchage contribue aux besoins du ménage pour une partie des producteurs et les revenus générés sont affectés à plusieurs postes essentiels, notamment l'alimentation, la scolarité, le logement, la santé et la poursuite de l'activité agricole. Toutefois, cette contribution demeure limitée : plus de la moitié des producteurs considèrent leurs revenus comme très faibles.

Les principales contraintes identifiées — financement, commercialisation, accès aux intrants et équipements et insuffisance de formation — limitent la capacité des exploitations à transformer leur potentiel productif en amélioration durable des moyens d'existence.

Ainsi, les résultats ne permettent pas d'affirmer directement que le maraîchage réduit la pauvreté, mais ils montrent qu'il constitue une stratégie importante d'auto-emploi et de soutien aux moyens d'existence des ménages, dont le potentiel socio-économique pourrait être renforcé par des interventions portant sur le financement, la formation, l'accès aux ressources productives, la commercialisation et la sécurisation des espaces agricoles.

La contribution principale de cette étude est donc de documenter, à l'échelle de la vallée de la Funa, le lien entre activité maraîchère, moyens d'existence et contraintes structurelles, tout en fournissant des éléments susceptibles d'orienter les recherches futures.

REFERENCES

1. Minengu JDD, Ikonso M, Mawikiya M. 2018. Agriculture familiale dans les zones péri-urbaines de Kinshasa : analyse, enjeux et perspectives (synthèse bibliographique. Revue Africaine d'Environnement et d'Agriculture 1 (1) : 60–69.

2. Muzingu, B. (2010). Les sites maraîchers coopérativisés de Kinshasa en RD Congo. Contraintes environnementales et stratégies des acteurs Promoteur
 3. Jonas Kibala Kuma, Pauvreté et chômage en République Démocratique du Congo : état de lieux, Analyses et perspectives. 2020.
 4. S. Shomba Kinyamba, F. Mukoka Nsenda, D. Olela Nonga, T.M. Kaminar, W. Mbalanda. Monographie de la ville de Kinshasa. MEDIASPAUL. Kinshasa. 2020.
- International Journal of Innovation and Scientific Research .Problème foncier et agriculture urbaine : Cas de la vallée de la Funa à Kinshasa. Vol. 39 No. 2 Nov. 2018, pp. 194-204
- ACF, Rapport d'étude sur l'agriculture périurbaine (maraichage) de Kinshasa, Province de Kinshasa.
- République Démocratique du Congo. Le gouvernement. Impacts sanitaires et socio-économiques de la Covid-19 en République Démocratique du Congo : analyse prospective et orientations de la riposte multisectorielles. Kinshasa, Mai 2020.
- Des apports de qualité pour tous dans un monde du travail en mutation : la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi. Réunion du Conseil de l'OCDE Au niveau des Ministres Paris, 3031 mai 2018
- Rapport sur 'emploi en Afrique (re-Afrique) – Reever e défi de empo des jeunes – Bureau internationa du Travai – Genève BIT, 2020.
- Banque mondiale. Investir dans les compétences pour
- Les femmes et l'agriculture maraîchère : Rôle, défis et opportunités » par Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), 2014.
- Institut National pour l'Étude Agronomique du Congo (INEAC) (2015). « Rapport sur la gestion foncière pour une agriculture durable en République Démocratique du Congo ».
- United Nations Development Programme (PNUD) – République Démocratique du Congo (2017). « Accaparement des terres agricoles : Cadre juridique et contexte en République Démocratique du Congo ».
- FAO, Module III : Genre, fécondité/mortalité rurales, et systèmes d'exploitation agricoles.

Webographie

- <https://www.fao.org/3/a-i3723f.pdf>
- <https://journals.openedition.org/vertigo/24210>
- <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2019-1-page-65.htm>